

## COMPTE RENDU

### de la réunion du Conseil de Développement Durable de l'Agglomération Bordelaise du 18 avril 2005

Affaire suivie par Marianne Lefort

Tél. : 06 78 78 11 10

E-mail : marianne.lefort1@libertysurf.fr

**v** **OBJET** : Conseil de développement durable de l'agglomération bordelaise, *piste 9* :

- Amplifier l'attractivité de Bordeaux comme place reconnue dans la Défense Nationale

#### Compte Rendu de la réunion du 18 avril 2005

Début réunion : 18 h 00

Fin réunion : 20 h 00

#### **n** **PARTICIPANTS**

- Madame Marianne LEFORT (coordinatrice)

- Monsieur le Général Michel FOUURIAT  
(Caserne Xaintrailles)

- Monsieur Dominique LESTYNEK (Pessac)

- Monsieur Pierre ANDRIEUX-LACLAVETINE  
(Mérignac)

- Monsieur Robert GHILIARDI DE BENEDETTI  
(BRA)

- Monsieur Marc KLEINHEINTZ (V. d'Ornon)

- Monsieur Jean-Claude SIMON (Bassens)

- Monsieur Henri PAYEN (Eysines)

#### **n** **Excusés**

- Madame Dorothea MOREAU (SEPANSO)

- Monsieur François POUTHIER (IDDAC)

- Monsieur Dominique ROLLAND (Vivement  
le Tram !)

- Monsieur Vincent LEFORT (ATIS)

- Monsieur Eric ROUX (Rockscool Barbey)

- Monsieur Jacques JOUSSOT-DUBIEN  
(Gradignan)

#### **Accueil par la coordinatrice Marianne LEFORT :**

Bonsoir à tous. Cette réunion sera un peu particulière puisque, pour des questions de calendrier, elle comporte une partie informative (comme nos réunions de la phase 1), et

elle sera aussi l'occasion pour les membres du Conseil intéressés et présents d'élaborer des propositions concernant le renforcement de la place de la Défense dans la métropole et les éventuels partenariats qui pourraient bénéficier au territoire (phase 2 de nos travaux).

Nous allons donc pour commencer écouter ce que le Général FOUURIAT a à nous dire sur les conclusions de l'étude lancée par l'armée sur l'impact économique, social et territorial de la Défense en Aquitaine.

**Monsieur le Général Michel FOUURIAT (caserne Xaintrailles) :**

Bonsoir. Je vais donc faire le point sur une étude que nous avons lancée en septembre sur l'impact économique, social et territorial de la Défense en Aquitaine. Je vous rappelle que nous ferons une restitution orale le 10 mai au Cercle de Coursol (et non pas au Conseil Régional, comme c'était initialement prévu, pour des raisons de complexité électorale...). Il y aura un rapport d'étape qui sera distribué le plus largement possible, faisant part des premiers éléments de cette étude ainsi que des pistes et propositions d'actions concrètes que nous faisons.

Alors dans un premier temps je vous dirai pourquoi et comment cette étude. Je vous donnerai ensuite quelques éléments pour mesurer ce poids réel. Enfin, je vous donnerai le bilan de l'analyse des groupes de travail avec les premières propositions et pistes d'actions concrètes.

J'espère que vous aurez compris qu'il y a effectivement à Bordeaux et dans ses environs une importance tout à fait significative de la défense (et de ce qui gravite autour), et qu'il nous paraît tout à fait opportun d'amplifier l'attractivité de notre territoire par rapport à cette communauté défense. Elle pèse effectivement très lourd sur le plan économique, social et territorial.



Quasiment toutes les composantes de la Défense Nationale sont représentées ici, en Région, et plus particulièrement sur Bordeaux.

Nous avons décidé de lancer cette étude parce que nous sommes à une **époque charnière** importante, pour trois raisons :

la fin de la professionnalisation. On n'a pas tout à fait mesuré encore, dans le monde civil comme chez nous, les conséquences. Mais il est évident que ça a un impact terrible concernant la gestion des ressources humaines, et le taux de renouvellement du personnel en particulier... C'est un point essentiel. Nous en sommes au début de ce que l'on appelle la « phase de croisière » d'une armée professionnalisée, puisqu'on a terminé complètement la professionnalisation en 2002.

La réforme de l'Etat. Cela ne touche pas que l'armée... Cette réforme va complètement impacter les règles de management habituelles de ressources financières et de personnel, avec une nouvelle façon de gérer, avec des indicateurs, un contrôle de gestion très précis. De nouvelles méthodes de financement émergent, en particulier le partenariat public / privé, le recours à l'externalisation...

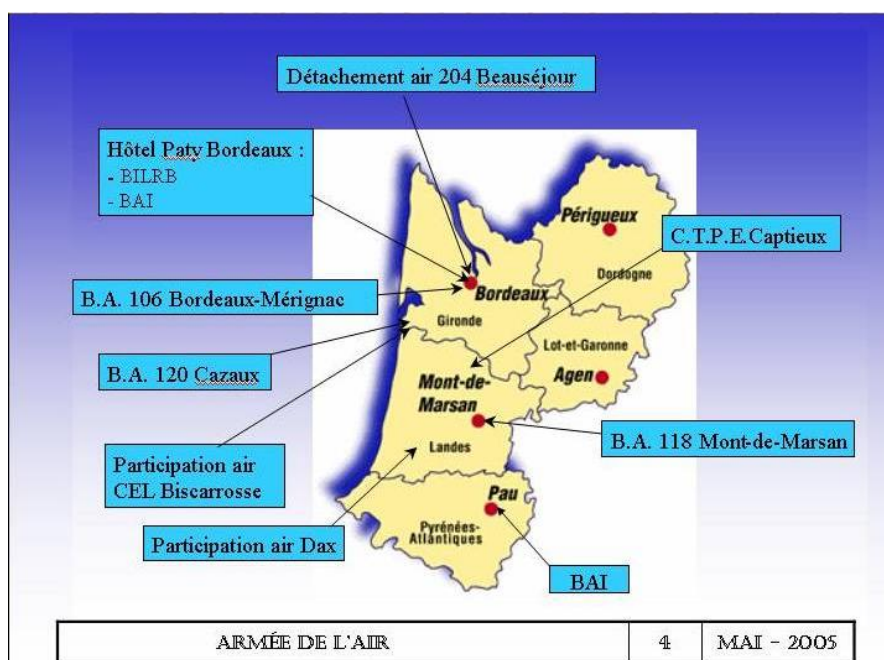
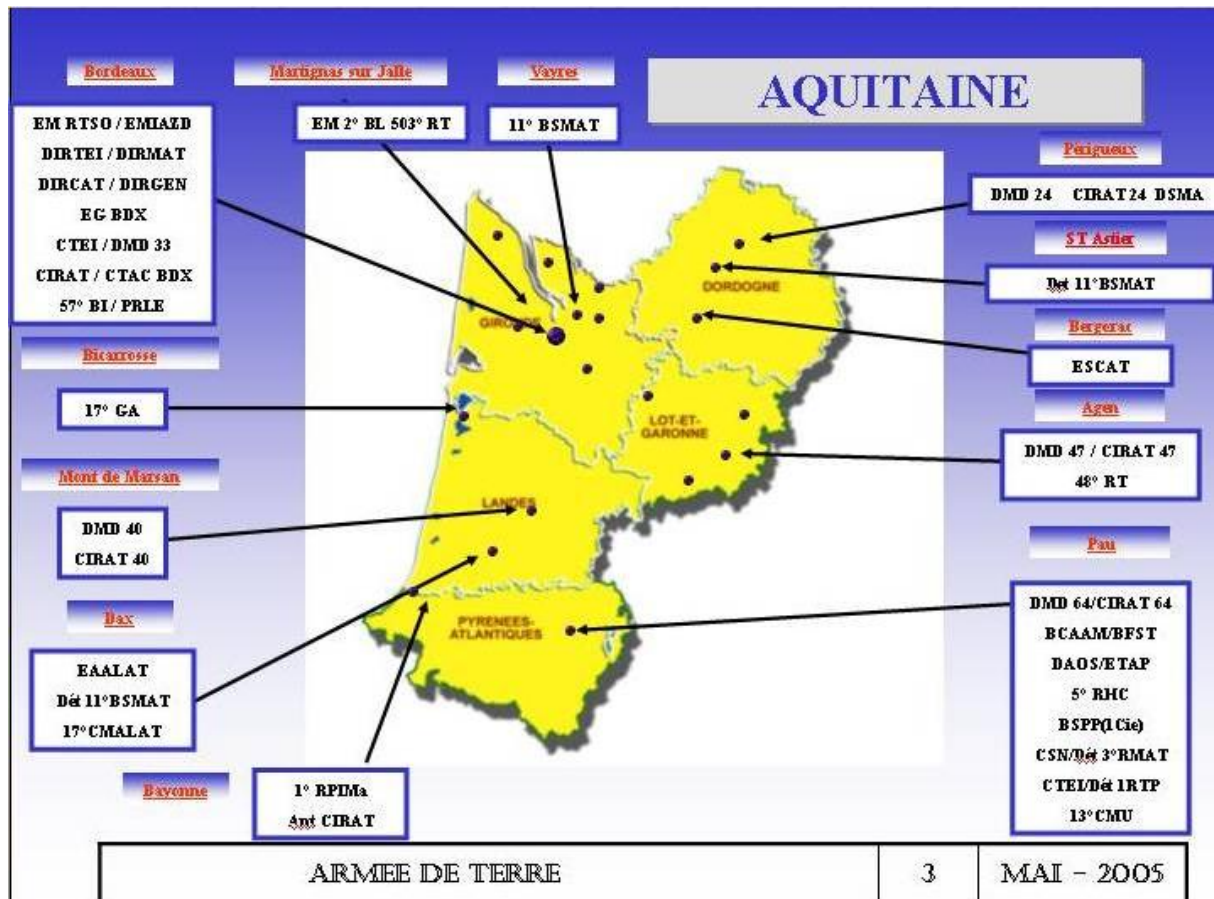
La construction européenne. Sans faire de polémique vis-à-vis du futur référendum sur la constitution, pour les forces armées, la construction européenne est en marche. Il y a déjà une Agence Européenne de la Défense pour développer les capacités et des armements en commun. L'A. 400-M qui va être assemblé à Toulouse a été construit un peu partout en Europe, et en est la démonstration : on ne fera plus un seul avion de combat tous seuls. Le Rafale de DASSAULT est le dernier avion purement français. On ne peut plus penser un armement complexe dans un cadre strictement national. La construction européenne est donc une réalité, y compris sur le terrain. Nos forces aujourd'hui au Kosovo, en Afghanistan ou en Côte d'Ivoire y sont toujours dans le cadre d'une coalition.

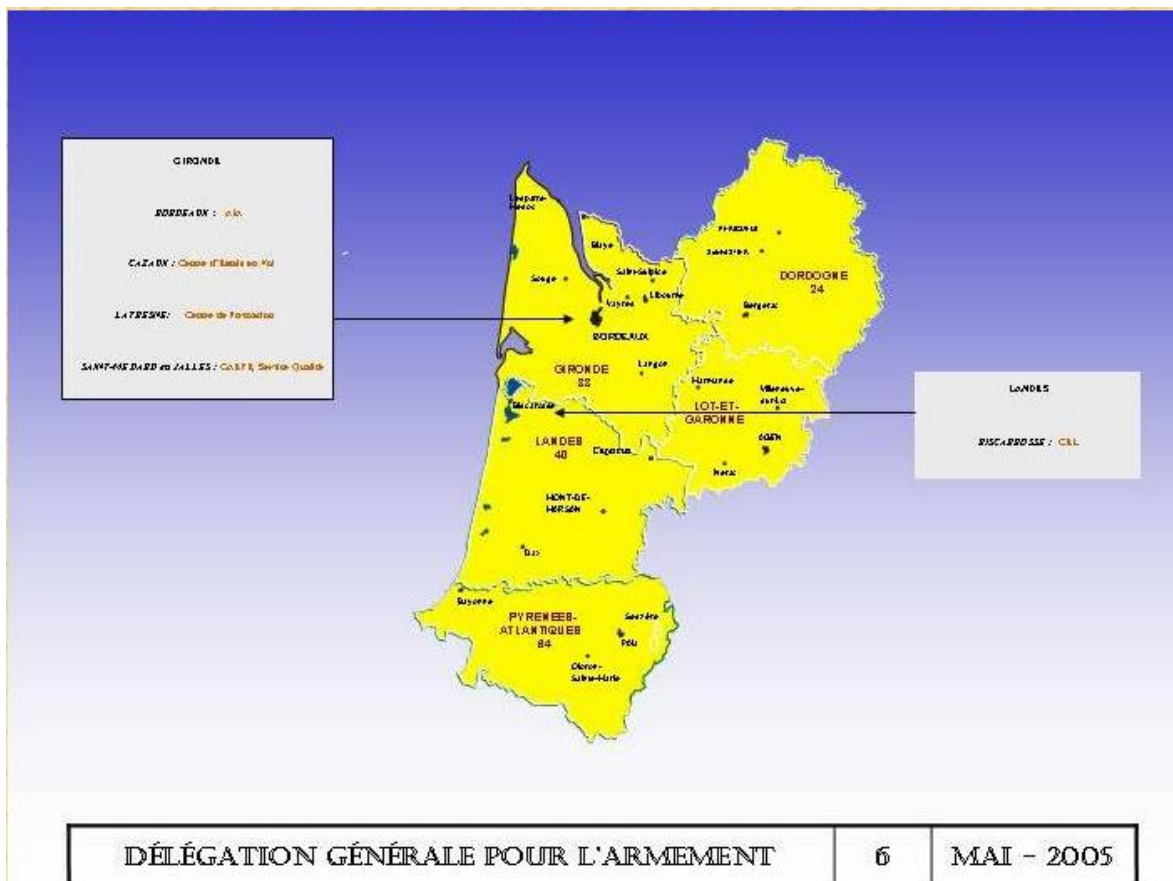
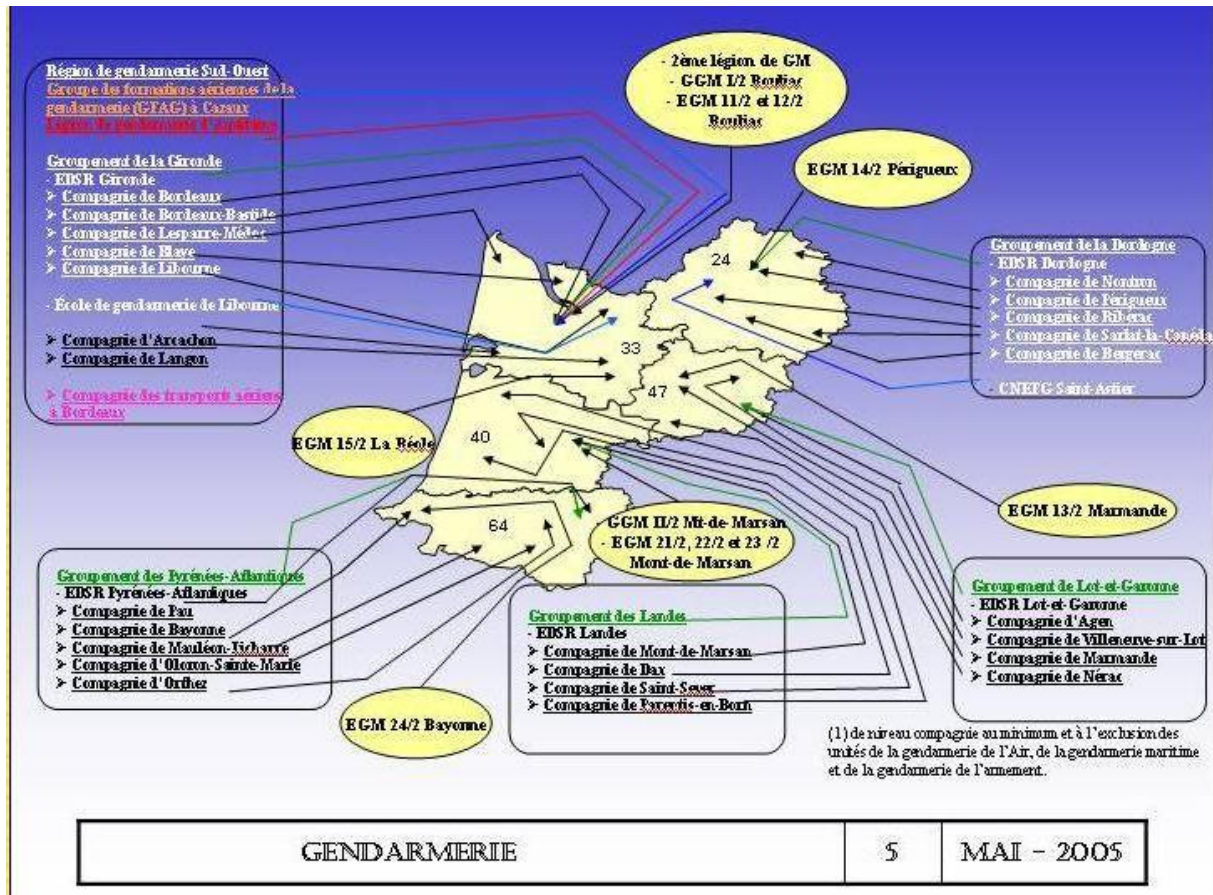
Autre donnée importante : les menaces et les risques ont changé de nature, mais ils persistent.

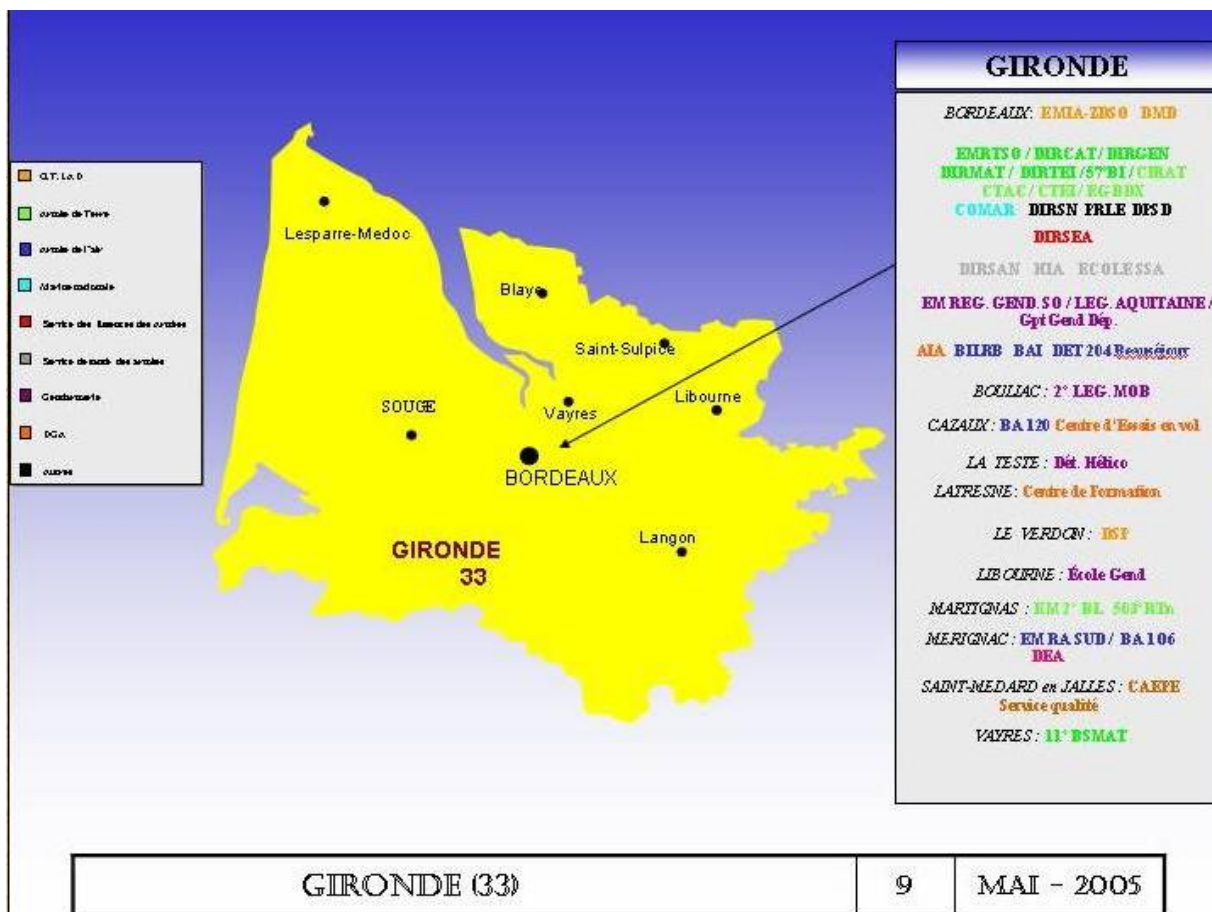
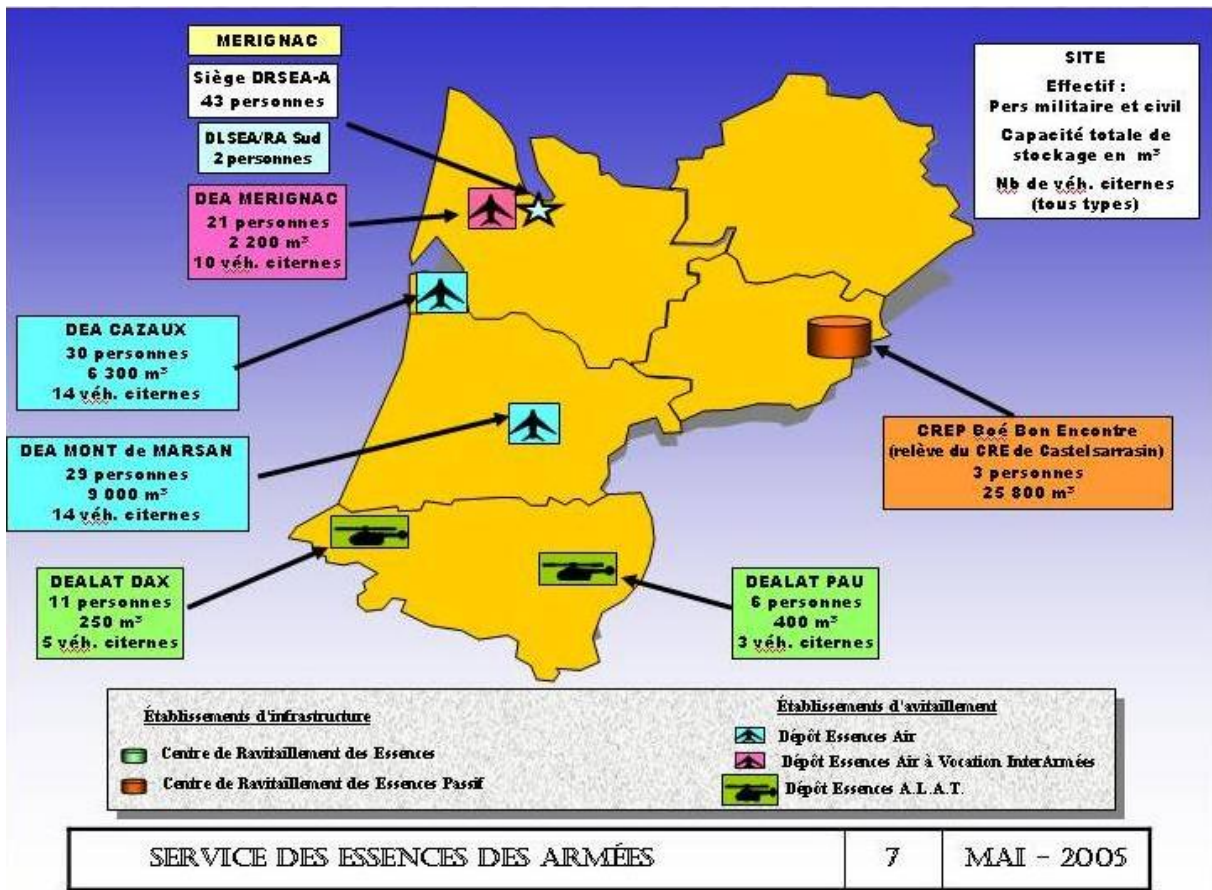
Enfin, il y a une **présence historique et géographique tout à fait remarquable de la défense en Région** : les guerres ont eu pour effet de déplacer les équipements notamment loin des frontières de l'est, et **nous avons ici de grands espaces**, les Landes, qui permettent des **terrains d'aviations et des zones d'entraînement**.



Chaque pavé décrit pour chaque département toutes les implantations de la Défense. On voit qu'une grande partie est concentrée dans la région de Bordeaux (pavé en haut à gauche) : de grands états-majors, une Région Terre qui regroupe 20 départements (le grand sud-ouest), une région aérienne qui regroupe la moitié de la France (et dont l'état-major est basé à Bordeaux), une région de gendarmerie qui recouvre pour l'instant les 20 départements également, la Direction du Service des Essences, un hôpital des armées, une école du service de santé... Sur Bordeaux, la présence est donc tout à fait remarquable.







Vous voyez que l'armée de terre est assez bien représentée. L'armée de l'air, elle, est beaucoup plus concentrée (c'est normal), avec quelques grosses bases (Mont de

Marsan, Bordeaux/Mérignac et Cazaux pour ne citer que les principales)... La gendarmerie bénéficie d'une très importante répartition sur le territoire de par notamment l'importance de ses effectifs... La Délégation Générale pour l'Armement se situe sur deux grands centres (aux alentours immédiats de Bordeaux et à Biscarrosse, au centre d'essai des Landes)... Le Service des Essences des Armées est peut-être un peu plus anecdotique, quoique très stratégique... Enfin, sur la dernière planche, vous avez plus particulièrement Bordeaux, avec tous les organismes de la défense (y compris la Marine Nationale), bases aériennes, implantations terrestres et états-majors, ateliers de maintenance, etc. **Une implantation donc tout à fait remarquable.**

**Donc des atouts :** il est clair que de nombreux atouts sont réunis ici et ont favorisé le déploiement d'un certain nombre d'entreprises, grosses mais aussi de sous-traitance, liées à la Défense (Dassault, E.A.D.S., Thalès...).

Le but de cette étude est pédagogique : il s'agit de **bien montrer à nos interlocuteurs le poids réel de cette défense**, et, au-delà de la nécessité de nous faire connaître pour nous faire comprendre, il s'agit de bien **montrer les intérêts croisés que nous avons avec le monde civil et les acteurs socio-économiques**. Ces intérêts croisés sont d'au moins trois niveaux :

le premier est de bien faire prendre conscience de ce poids économique (vous allez le voir à travers les chiffres). Il y a bien un investissement local et régional très important des budgets de la défense, à la fois dans le panier de la ménagère qui va faire ses courses, mais aussi et de manière bien plus importante dans les budgets de fonctionnement des régiments, des bases, et de tous les achats qui sont faits derrière. Ça, c'est le poids économique. Au-delà de ça, selon le MEDEF, actuellement on considère qu'en terme de services, le potentiel si on parle externalisations avec une armée professionnelle qui ne peut justement plus faire tout elle-même (on est passé d'une armée de service national avec une main d'œuvre pas chère et nombreuse à une armée de professionnels avec une main d'œuvre rare et chère). Selon le MEDEF donc, notre potentiel de développement des services n'est qu'à 10% ! Il y a donc un marché potentiel très important (la tonte des pelouses, le gardiennage, les alimentations... **Donc un poids économique important, qui va aller en s'amplifiant...**

le deuxième intérêt croisé avec les acteurs socio-économiques est tout ce qui concerne la gestion des ressources humaines (sélection, recrutement, formation, reconversion, l'emploi des « réserves »). Nous sommes de loin le premier recruteur européen ! 35 000 personnes sont recrutées tous les ans par le Ministère de la Défense. Cela veut dire aussi qu'on remet tous les ans 35 000 personnes sur le marché du travail... Et nous pensons qu'un bon reconverti est un futur bon recruteur. Si l'on reconverti bien, on recrutera bien. Nous avons donc tout intérêt à montrer aux acteurs socio-économiques qu'il faut employer des gens qui viennent de chez nous...

le troisième niveau concernant les intérêts croisés est qu'à partir du moment où l'on veut passer des marchés avec la défense, il y a intérêt à se connaître. On est dans une démarche de partenariat, de dialogue, d'échange. Le code des marchés publics est

complexe, beaucoup de petites entreprises ne le connaissent pas. Si l'on veut passer des contrats qui tiennent la route, il y a intérêt à en discuter, d'où la nécessité de cette connaissance mutuelle.

La méthode que nous avons adoptée est très pragmatique. Il s'agit d'avoir des échanges à travers des groupes de travail. On a commencé par faire une analyse : « qu'est-ce que la défense en région ? ». Ensuite, on a regroupé une cinquantaine de gens qui voulaient bien travailler avec nous. On a constitué 3 groupes de travail autour de 3 thèmes : le poids et les conséquences sur le plan :

des ressources humaines,

financier,

institutionnel.

A l'issue des réflexions menées dans les 3 groupes de travail ont émergé quelques propositions ou pistes à creuser.

**Éléments sociaux-économiques et patrimoniaux pour la monographie de la Défense en région Aquitaine  
(référence chiffres 2003)**

**1 – Concernant les ressources humaines**

**A – Effectifs :**

11 – Actifs (1<sup>er</sup> cercle) :

MILITAIRES				CIVILS	TOTAL
OFFICIERS	SOUS-OFFICIERS	MDR/C et VDAT	Total		
2206	12347	5576	20129	6363	26492

12 – Réserves (2<sup>ème</sup> cercle) :

Opérationnelle de 1 <sup>er</sup> niveau (contrat)	Opérationnelle de 2 <sup>ème</sup> niveau (réservoir, astreinte)	Citoyenne	TOTAL
2803	5715	523	9041

13 – proches (3<sup>ème</sup> cercle) :

131 – Retraités et pensionnés (chiffres source TPG)

117283

132 – familles en excluant le membre 11 – 12 – 131 (estimation)

110000

Total de la communauté Défense (estimé)

262000

**B – Flux :**

14 – Recrutement local par an

**Total**

3100

15 – Départ quittant l'institution par an (estimé)

**Total**

1500

**C – Formation qualifiante : nombre de journées de formation  
et de personnels concernés (estimation)**

Total jours	Total personnes
541700	15219

Voilà quelques éléments pour frapper un peu les esprits : les effectifs concernant les ressources humaines de la défense en Région. 26 500 sont des ressortissants du Ministère de la Défense en Région. Ça fait 10 000 pour l'agglomération de Bordeaux.

Quand on prend la réserve (il s'agit de gens qui sont soit salariés ailleurs, soit à la retraite de chez nous, mais réservistes) : 9 000 réservistes. Si on ajoute les retraités, les pensionnés (chiffre très important qui n'a jamais été communiqué : 117 000 personnes

sont des ressortissants du TPG et ont un lien charnel (par les veuves, les anciens combattants et les retraités) avec la défense. Enfin, les familles représentent 110 000 personnes. On arrive à 260 000 personnes qui sont dans la communauté défense ! C'est le département des Landes ! Ramené à ici, ça fait un habitant sur 6 ou 7 qui ont un lien avec la défense.

Les flux ne sont absolument pas significatifs puisqu'ils ne concernent que les gens qui sont militaires du rang. Tout le recrutement en matière de cadres, officiers, sous-officiers et personnel civil de la défense est national, et il ne rentre donc pas dans ces chiffres...

Pour la formation, vous voyez que pour 26 000 personnes actives, on a quand même 541 000 journées de formation et 15 000 personnes formées par an.

## **2 – Concernant les équipements et matériels majeurs**

### 21 – Pour les forces armées

TYPE	NOMBRE
Hélicoptères – Avions	<b>290</b>
Engins blindés légers	<b>128</b>
Véhicules PL	<b>215</b>
Véhicules utilitaires	<b>1045</b>
Véhicules légers	<b>1870</b>
Véhicules citernes	<b>46</b>
Patrouilleurs (mer)	<b>2</b>
Vedette (mer)	<b>1</b>

Divers : simulateurs de vol, moyens de télécommunications et de transmissions, relais radio, sémaphores, dépôts carburant etc .....(pour mémoire)

### 22 – Pour le service de santé et la DGA

- 1 IRM et 1 scanner
- outillages et équipements spécifiques, bancs d'essais, laboratoires, etc.....

En ce qui concerne les équipements majeurs, il y a ici une très forte présence de la 3<sup>ème</sup> dimension (à travers les hélicoptères et les avions), alors qu'on a très peu d'engins blindés.

### 3 – Concernant le budget de fonctionnement global (arrondis en M €)

31 – Budget de fonctionnement (hors masse salariale)

122

32 – Masse salariale ( hors charges)

MASSE SALARIALE							
ACTIFS					Indemnités réserves	Pensions retraites	TOTAL
Officiers	Sous-officiers	MDR	Civils	Total	5	823	1557
112	362	100	155	729			

Estimation en % du budget global de fonctionnement dans le tissu économique local dont les contrats de sous-traitance et d'externalisation.

Référence INSEE	M€
64 %	1074

### 4 – Concernant le budget d'équipement et d'infrastructure (commandes locales et retombées des commandes nationales)

À étudier

### 5 – Concernant les surfaces patrimoniales et immobilières (ha)

Surface totale	Surface bâtie	Surface à aliéner (ou en cours)
33633	610	398

On arrive sur les budgets, qui représentent du concret pour les acteurs socio-économiques... Les soldes sont de 729 millions d'euros pour les actifs et de **823 millions d'euros pour les retraités** ! On arrive au total à **1 557 millions d'euros** !

Si je reprends les chiffres INSEE, 64 % localement sont réinvestis avec le budget de fonctionnement des unités, 122 millions d'euros.

Vous voyez qu'on est quand même à **1000 millions d'euros d'investissement**. Certes, c'est pour l'Aquitaine. Mais pour Bordeaux c'est presque la moitié, plus du tiers en tous cas...

Les surfaces : certaines sont en aliénations. Pour vous donner un exemple, c'est le cas de la caserne Niel qui sera cédée l'année prochaine à un investisseur pour pouvoir construire des programmes immobiliers.

**Monsieur Marc KLEINHENTZ (Villenave d'Ornon) :**

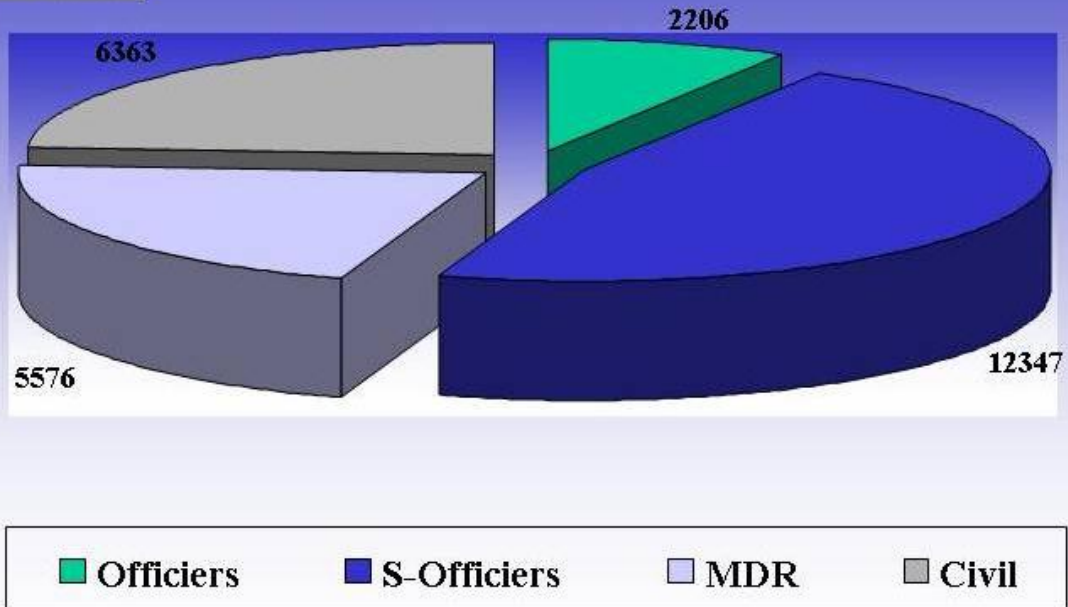
Ça fait à peu près combien de réinvesti en terme d'actifs (puisque là c'est retraités compris) ?

**Monsieur le Général Michel FOUURIAT (casernes Xaintrailles) :**

Vous prenez les 729 millions, c'est-à-dire environ la moitié...

## Ressources humaines Défense en Aquitaine (dec 2004)

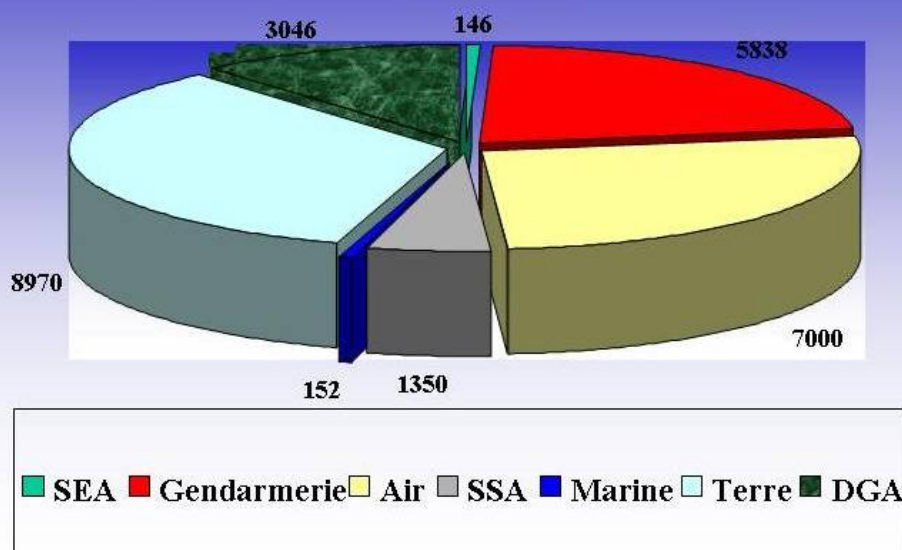
### I- Actifs



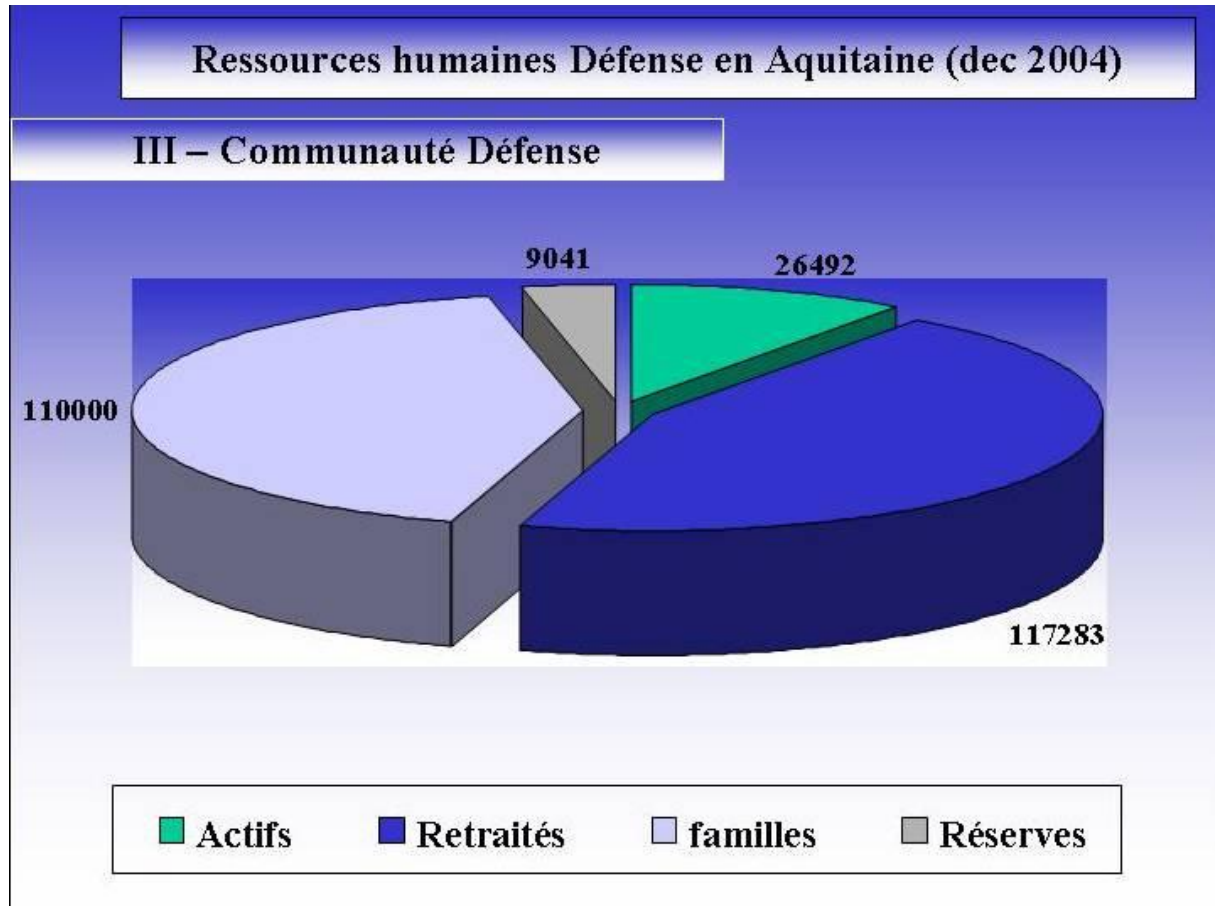
Ces camemberts de répartition sont intéressants parce qu'ils montrent qu'on a dans cette région un très fort taux d'encadrement. Cela s'explique par la présence des états majors et des unités de la DGA, qui sont très encadrés, notamment par des ingénieurs et des techniciens. En comparaison, on trouve assez peu de militaires du rang finalement.

## Ressources humaines Défense en Aquitaine (dec 2004)

### II – Répartition par composante



La répartition par composante est assez caractéristique également : on a des gros morceaux, l'armée de terre est prépondérante, mais pas tant que ça, il y a une très grosse participation de la DGA, de la gendarmerie et de l'armée de l'air, la marine étant anecdotique sur la région (elle est sur 2 grands pôles : Toulon et Brest).



La communauté défense : vous voyez l'énorme représentativité des retraités et des familles.

**Monsieur Jean-Claude SIMON (Bassens) :**

Pensez-vous que le chiffre des retraités va évoluer selon la même logique que les retraités du civil ? Si oui, votre impact économique est peut-être vrai pour un instant T, mais avez vous fait une projection sur 10 ou 15 ans ?

**Monsieur le Général Michel FOUURIAT (casernes Xaintrilles) :**

Non, nous n'avons pas fait de projection... Mais l'étude sur les retraites l'a bien montré, ça ne peut que s'aggraver. Je nous le souhaite, parce que ça veut dire qu'on vivra plus vieux, mais en tous cas la partie retraitée ne fera que s'alourdir...

**Monsieur Jean-Claude SIMON (Bassens) :**

Question parallèle : vous parliez tout à l'heure de recrutement et de remise dans la vie civile. Quel est l'âge moyen des gens que vous remettez sur le marché ?

**Monsieur le Général Michel FOU BRIAT (caserne Xaintrailles) :**

Aujourd'hui, on a une population à 60 % contractuelle, en gros 450000 personnes. Pour ces contractuels, la durée de vie professionnelle dans notre institution est de 5 à 6 ans. Le turn over est très important. Nous sommes le 2<sup>ème</sup> employeur de l'Etat après l'Education Nationale, mais le 1<sup>er</sup> recruteur européen parce que l'Education Nationale ne renouvelle pas tous les ans au même taux que nous. Nous renouvelons 35000 personnes par an !

La moyenne d'âge utile est de 18 à 25 ans en recrutement. Les gens sortent donc entre 25 et 30 ans en moyenne...

**Monsieur Jean-Claude SIMON (Bassens) :**

Et ces gens qui restent chez vous 5 ou 6 ans viennent grossir à un certain moment le nombre de retraités...

**Monsieur le Général Michel FOU BRIAT (caserne Xaintrailles) :**

Pas complètement : pour bénéficier de la retraite, il faut avoir fait carrière. En revanche, le point important que vous soulevez est l'importance de la qualité de la reconversion. Ces gens-là se retrouvent effectivement sur le marché du travail, et tant qu'ils le sont, ils sont à notre charge, pendant 400 jours je crois. Ils alourdissent donc très lourdement les rémunérations de charges sociales du Ministère de la Défense, qui a donc tout intérêt à ce qu'ils travaillent le plus rapidement possible...

**Monsieur Robert GHILARDI DE BENEDETTI (B.R.A.) :**

J'ai une question concernant le poids des effectifs d'actifs par rapport à celui des effectifs retraités. Les chiffres pour notre région se retrouvent-ils à un niveau national ? Ou y a-t-il plus de retraités chez nous ?

**Monsieur le Général Michel FOU BRIAT (caserne Xaintrailles) :**

Je n'ai pas de chiffres comparatifs. Mais mon impression est que de toute évidence, comme dans le sud-est, nous avons certainement plus de retraités ici qu'ailleurs...

Si je n'ai pas de chiffres officiels, c'est aussi parce qu'à ma connaissance, c'est la première fois que cette approche « communauté défense » (c'est-à-dire qui tient compte aussi des réserves, des retraités, des pensionnés, des anciens combattants, des décorés et mutilés) est faite. Toutes les études que j'ai vues en interne se cantonnent aux actifs et aux familles.

**Monsieur Robert GHILARDI DE BENEDETTI (B.R.A.) :**

Ç'aurait été une information intéressante pour une métropole comme Bordeaux qui attire en ce moment un certain nombre d'activités tertiaires, notamment dans le domaine de gestion des retraites. A un certain moment, on fini par peser un poids important dans une communauté nationale qui peut être la communauté défense... On

a toute légitimité à demander à un Ministère, au moment où il se réorganise et redéploie ses effectifs, de réimplanter en région des activités de gestion des retraites...

***Monsieur le Général Michel FOUURIAT (caserne Xaintrailles) :***

Tout à fait.

***(Diapo 16, 17 et 18) :***

Comme vous le voyez, la masse salariale pèse très lourd sur le budget, plus de 80 %.

J'en arrive donc au premier bilan de l'analyse des groupes de travail, avec les pistes que l'on peut proposer. Je vous rappelle les thème des groupes de travail :

1 - poids et conséquences sur le plan social et des ressources humaines

2 - poids et conséquences sur le plan financier

3 - poids institutionnel (ce 3<sup>ème</sup> thème est là aussi pour contrebalancer un peu les 2 autres : nous sommes régaliens de chez régaliens, et **nous sommes quand même là pour remplir une mission**).

Le trait commun aux 3 groupes est qu'il y a un intérêt évident de part et d'autre (le monde militaire et le monde civil) à ce type de dialogue : il y a une méconnaissance absolue des deux milieux, et elle ne s'arrange pas avec la professionnalisation. Le monde civil ignore complètement comment fonctionnent les armées, à quoi elles servent, quelles sont leurs contraintes, quels sont leurs impératifs...

Ce constat justifie vraiment ces échanges et cette pédagogie.

***Premier groupe de travail : le plan social et des ressources humaines.***

Les débats du groupe 1 se sont très rapidement focalisés sur la partie « reconversion ». L'armée a un besoin vital de reconvertir ses gens pour bien recruter. On s'est aperçu qu'il y a des pistes intéressantes à creuser, et qu'il fallait en particulier **établir une base de donnée de nos départs** (qui sont pour la plupart parfaitement prévisibles) au niveau local, avec la cartographie des métiers et spécialités des uns et des autres, l'âge, la date de départ... Cette base de donnée serait mise à la disposition des entreprises. C'est donc la première piste qui sera proposée, de manière à anticiper la reconversion de l'intéressé.

La 2<sup>ème</sup> grande direction est de **faciliter cette reconversion** au travers de protocoles que l'on peut passer avec les entreprises **pour faire des échanges croisés**. Il s'agit de se faire connaître et de se connaître mutuellement (pourquoi ne pas avoir de jeunes techniciens ou ingénieurs qui viennent voir chez nous, nous avons de la ressources, à travers par exemple les grands centres d'essais de la DGA qui sont du plus haut niveau, ou l'atelier de maintenance à l'AIA où l'on répare tous les moteurs d'avions nationaux... Il y a tous les métiers...

Les gens qui passent chez nous ont des fondamentaux très intéressants et méconnus : outre la spécialisation professionnelle, ce sont des gens qui se lèvent le matin à l'heure, qui ont l'habitude d'obéir à un chef, de remplir une mission, de travailler en équipe.

### ***Deuxième groupe de travail : le plan financier.***

5 sujets : - la passation des marchés au travers du nouveau code des marchés publics (2004)

- l'externalisation

- le logement (à l'heure actuelle, je gère 1200 logements sur Bordeaux et les environs)

- la L.O.L.F. (Loi organique relative aux lois de finances) qui a des répercussions très importantes sur les règles de fonctionnement et de management des ressources

- les démarches qualité, c'est à dire les normes (ISO...)

Je ne vais vous parler que de l'un des points : les marchés publics et les problèmes soulevés.

Les PME/PMI méconnaissent de façon importante voire totale le code des marchés publics. Elles sont donc dans l'incapacité de passer un marché avec la Défense (et avec les autres grandes administrations publiques comme l'Education Nationale...) ! Or, nous sommes le premier investisseur de l'Etat. 70% de l'investissement public proviennent du Ministère de la Défense.

Manque de personnel qualifié (pour justement traiter ces problèmes-là)

Ignorance du portail défense. Nous avons un portail internet où tous les marchés sont passés, avec en particulier la possibilité de faire des enchères inversées (on connaît ce qu'a proposé le concurrent et on peut proposer plus bas) pour tous les marchés.

Utilisation de procédures différentes selon les personnes responsables des marchés

Durcissement des procédures avec le nouveau code des marchés publics. On constate donc une globalisation au travers des nouveaux marchés publics et une augmentation de la concurrence (en particulier au niveau européen) qui font que les PME/PMI sont « larguées ».

Pour aller donc très concrètement vers les actions à mener, il apparaît qu'il faut **développer les campagnes d'information**, chez ces PME par MEDEF interposé, ou chambres consulaires. Il faut faire la **publicité du portail défense**. Il faut **privilégier au niveau régional le recours aux PME/PMI**. Enfin, il faut **simplifier et alléger les procédures** chaque fois qu'on le peut.

### ***Troisième groupe de travail : l'impact institutionnel.***

- Je vais faire une remarque d'emblée : nous avons eu une très forte participation à nos groupes de travail, mais avec malheureusement un corps non représenté : celui des élus. Quand on voit le poids que nous représentons et les politiques locales ou

régionales qui pourraient être développées, je crois que les élus auraient tout intérêt à se pencher un peu plus sur le poids économique, social et territorial de la Défense en région. -

Il apparaît clairement que la relation avec la Défense dans cette région est marquée également historiquement (ce qui explique d'ailleurs en partie cette absence des élus) par le fait que l'Aquitaine n'ait pas connu à proprement parler les invasions des 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> guerres mondiales. Les rapports avec les élus sont par exemple tout à fait différents en Alsace ou en Lorraine (qui étaient alors en première ligne). Ici, le rapport à la Défense est essentiellement économique, d'où la proximité de très grosses entreprises (qui ont compris la nécessité et l'intérêt d'un partenariat rapproché).

La réflexion de ce groupe de travail sur l'impact institutionnel s'est organisée autour de 3 indicateurs :

*Indicateur 1 : l'emploi de la réserve dans les entreprises.* Il nous faut expliquer d'une part pourquoi une entreprise a intérêt à recruter des réservistes, et d'autre part qu'une armée professionnelle ne peut pas vivre sans réserve. Si on prend l'exemple récent de la guerre en Irak, il faut savoir que, tant chez les Anglais que chez les Américains, 50% des soldats sont des réservistes ! Et on ne leur a pas demandé leur avis ! Une armée professionnalisée ne peut plus faire sans réserve. Elle n'a plus les effectifs. Si demain, il y a une catastrophe naturelle, ce ne sont pas les régiments (qui sont au Kosovo, en Afghanistan...) qui iront réparer...

Il y a trois niveaux de réserve :

la réserve opérationnelle de 1<sup>er</sup> niveau. Il s'agit de gens qui ont des contrats et que l'on convoque pour un certain nombre de périodes (en moyenne 17 jours par an, mais ça peut aller jusqu'à 100 jours et on envoie des gens en Afghanistan ou au Kosovo pour des contrats de 4 mois dans des spécialités particulières),

la deuxième réserve. C'est un réservoir. Les gens (des anciens militaires) sont listés dans des spécialités.

La troisième réserve. Elle est très peu connue : c'est la réserve citoyenne. Elle sert de lien entre l'armée et la nation. Ce n'est pas une réserve « mobilisable », elle n'a pas d'uniforme, n'est pas rémunérée. C'est une réserve volontaire composée de professeurs, de chefs d'entreprises... de gens intéressés par développer l'esprit de défense parmi ses interlocuteurs.

Aujourd'hui en France, on adopte le concept de la réserve volontaire. On pourrait aussi imaginer une réserve qui soit moins volontaire...

**Monsieur Marc KLEINHENTZ (Villenave d'Ornon) :**

Vous parliez des avantages pour une entreprise d'embaucher des réservistes. Quels sont-ils ?

**Monsieur le Général Michel FOUURIAT (caserne Xaintrilles) :**

Aujourd'hui, les entreprises (et les chefs de service d'administration) ne sont pas convaincus de l'intérêt d'avoir une réserve. J'ai deux arguments majeurs :

si on veut faire du business avec la défense, on a tout intérêt à avoir un réserviste dans ses rangs. A fortiori si on veut exporter son savoir-faire sur un théâtre extérieur (je vous rappelle que quand la France intervient dans un autre pays, ce n'est pas pour détruire mais pour reconstruire. Si on est en Afghanistan ou ailleurs, c'est pour reconstruire des écoles, remettre des réseaux d'eau, de téléphonie...). Une entreprise qui veut travailler avec la Défense embauche un réserviste qui va là-bas voir ce qui se passe, et qui ensuite peut investir pour la France ou son entreprise, les deux étant souvent liées...

deuxième argument : un réserviste est un super citoyen. C'est quelqu'un qui accepte de servir volontairement son pays. C'est donc à priori un bon employé. Je ne connais pas d'employeur qui considère les réservistes comme des mauvais employés. C'est comme les bénévoles de la Croix Rouge... Pour moi, ce sont de bons employés par nature.

**Monsieur Jean-Claude SIMON (Bassens) :**

Le chef d'entreprise doit quand même en contrepartie gérer l'absentéisme de son employé réserviste lorsque celui-ci est appelé.

**Monsieur le Général Michel FOUURIAT (caserne Xaintrilles) :**

C'est vrai. Mais inversement, ça peut rapporter aussi à l'entreprise. L'externalisation ne peut marcher qu'avec des interfaces. Si nos spécificités, nos impératifs, nos contraintes ne sont pas connus, le service sera mal rendu. On le constate : tous les contrats d'externalisation traités avec le service public sont ceux qui fonctionnent le moins bien, des dîtes même des chefs d'entreprise : il ne sont pas révocables, on a souvent mis des années à les mettre au point, et lorsqu'on a le service, il n'est pas bien rendu.

L'entreprise y perd et nous aussi. Les réservistes seraient les agents de liaison qui nous manquent.

Je reviens sur le 1<sup>er</sup> indicateur qui a aiguillé les réflexions du 3<sup>ème</sup> groupe : **il faut établir des partenariats**. Certaines entreprises, des grosses surtout, ont pris le label « partenaire de la Défense pour les réserves » : Air France, IBM, SODEXHO...

**Indicateur 2 : l'externalisation.** Est apparue la nécessité de **spécialiser les interfaces** entre la Défense et la société civile. Une bonne externalisation ne peut pas se faire chacun de son côté...

**Indicateur 3 : la professionnalisation.** On voit bien que dans la communication que l'on a à faire sur l'image, il nous faut afficher plus ouvertement la spécificité de la Défense. Autrement dit, il faut éviter la banalisation des métiers de la Défense. Par exemple, on peut dire que l'armée de Terre, c'est 400 métiers. On trouve donc des bouchers, des boulangers, des mécaniciens, et accessoirement des tireurs d'élite et des commandos parachutistes. On fait une mauvaise communication si on communique sur les 400 métiers en pensant recruter des gens qui vont venir chez nous pour être boucher ou boulanger. Certes, on a besoin de boulangers, mais d'abord on en a besoin de peu, et

ensuite, ce ne sont pas des boulangers comme les autres : on va les amener en Afghanistan ou au Kosovo. On a donc tout intérêt à **recentrer la communication sur le cœur du métier**.

En conclusion, nous en sommes restés là pour l'instant. Nous avons privilégié les échanges et n'avons pas approfondi comme pourraient le faire des experts économiques ou sociaux. Cette réflexion a un but pédagogique. Je vous remercie et attends vos questions...

**Monsieur Dominique LESTYNEK (Pessac) :**

L'externalisation est quelque chose de parfaitement applicable en temps de paix, on a le temps de passer des marchés, de rentrer dans les procédures... Mais en situation de crise ? Je ne vois pas comment on peut être autonome si on ne dispose pas de ses propres moyens ?

**Monsieur le Général Michel FOUURIAT (caserne Xaintrailles) :**

Il y a plusieurs façons de répondre. La première est qu'il est bien évident que les armées, pour ce qui concerne la projection, doivent garder une autonomie de fonctionnement. Donc, en ce qui concerne les fonctions de logistique et de soutien, nous avons un noyau dur. J'en reviens à mon image du boulanger : il nous faut 50 boulangers capables de faire du pain avec un masque sur la tête (en condition de menace d'air vicié), ou avec un casque (s'il risquent de recevoir des éclats)... Mais lorsqu'on est pendant 10 ans dans un pays comme c'est le cas pour la Bosnie, on passe un contrat avec les boulangers locaux...

Il nous faut donc avoir une capacité de projection avec des moyens autonomes, mais passer des marchés dès qu'on le peut. Quand on est sur un théâtre extérieur, on s'affranchit du code des marchés publics. En métropole, on n'y échappe pas. C'est pourtant là qu'on a intérêt à externaliser un maximum de tâches pour ne pas mobiliser justement cette ressource rare et chère pour faire des tâches « ancillaire ». Lorsque je recrute un soldat, même un soldat de base, j'en fait vraiment un soldat, je lui apprend à tirer, à courir, je lui apprends un métier particulier... C'est un professionnel, et il n'est pas là pour faire en plus les corvées. Donc pour la tonte des pelouses... et toutes les autres tâches, de plus en plus, on externalise. Quand on est ici, en infrastructure, il n'y a aucune raison de faire une chaîne d'alimentation militaire. Quel est l'intérêt si ça coûte plus cher ? Et ça coûte forcément plus cher !

**Monsieur Dominique LESTYNEK (Pessac) :**

Concernant les réservistes, vous dites qu'ils ont un rôle fondamental à jouer... Malheureusement, ce que l'on constate sur le terrain est qu'il y a peu de postes disponibles, et il y a des contraintes budgétaires considérables qui font que, même s'il y avait une disponibilité, il n'y a pas d'accueil prévu pour ces réservistes.

**Monsieur le Général Michel FOUURIAT (caserne Xaintrailles) :**

La question n'est pas tellement de savoir si on a une forte ressource par rapport aux besoins ; on est plutôt en recherche de recrutement. Mais notre problématique n'est pas de recruter des cadres, c'est de recruter des soldats. Bien sûr, on a toujours plus de cadres (parce qu'évidemment il y a les retraités des armées, qui sont assez favorables à un contrat de réserve), mais pour les plus jeunes et parmi les soldats, c'est beaucoup plus difficile. On a là une montée en puissance, comme la professionnalisation, qui est difficile. Ceci étant dit, c'est vrai que les budgets consacrés ne sont pas suffisants. Et les gens veulent être rémunérés... Aujourd'hui, la gendarmerie a un bon budget pour ses réservistes (et elle les utilise beaucoup), et elle les emploie sur du « concret » (pour les grandes manifestations...). Nous, c'est évidemment des exercices le plus souvent (la guerre, on la prépare, on ne la fait pas toujours), et notre budget est plus mesuré...

**Monsieur Dominique LESTYNEK (Pessac) :**

Vous parliez du nécessaire rapprochement entre les administrations civiles et la défense, de la grande méconnaissance des élus concernant cette défense, son poids et son rôle... Or, nous avons une structure institutionnelles qui s'appelle la zone de défense Sud-Ouest (très peu connue). C'est un lieu d'interface, où l'on peut rapprocher des éléments de la défense et des civils. Par expérience personnelle, j'ai pu constater que les administrations civiles demandent à avoir des contacts avec les militaires, parce qu'elles sont très intéressées par les méthodes d'approche pour résoudre des problèmes concernant notamment les grandes catastrophes.

Les élus restent toujours sur l'idée de l'organisation qui date du temps de la conscription : on a à faire à une masse d'hommes disponibles et corvéables à merci, on l'a vu notamment lors des naufrages de bâtiments et des pollutions associées... Ils n'ont pas intégré l'esprit des modifications institutionnelles intervenues, du contenu... Et il est dommage que l'on ne trouve plus les cadres qui assuraient justement cette interface de façon à mieux faire connaître la défense par rapport aux administrations civiles...

**Monsieur le Général Michel FOUURIAT (caserne Xaintrailles) :**

De l'intérêt d'avoir des réservistes, encore une fois. Ils sont là pour ça. Ce qui a évolué, c'est la philosophie d'approche du budget. Il ne faut plus demander des moyens, mais un résultat à obtenir. C'est tout à fait différent. Lorsqu'un préfet appelle pour un attentat, il dit qu'il a besoin d'évacuer des gens, de décontaminer, de détecter une pollution ou autre, il ne dit pas qu'il a besoin de 3 cars et de 100 personnes. Ça, c'est mon problème. Pas le sien. C'est moi qui dimensionne les moyens.

**Monsieur Marc KLEINHENTZ (Villenave d'Ornon) :**

Je voudrais aborder la question de l'attractivité de Bordeaux en terme de place de la défense. Vous nous avez présenté une défense qui détenait une place forte, tant en Aquitaine qu'à Bordeaux. Vous nous avez parlé des atouts (grands espaces, éloignement des frontières de l'est...). Quels pourraient alors être les lacunes à combler, les faiblesses sur lesquelles il faudrait travailler pour optimiser les atouts ?

Par ailleurs, quel pourrait être l'impact d'une défense européenne sur la place de Bordeaux en matière de Défense ?

**Monsieur le Général Michel FOU BRIAT (caserne Xaintrailles) :**

Ce qu'il faudrait développer pour l'attractivité me semble-t-il (mais ce n'est pas propre à la défense), c'est **le logement**. L'immobilier augmente et le logement social est totalement insuffisant. L'une des conséquences de la professionnalisation (même si la région n'est pas très représentative en nombre de soldats professionnels : on a beaucoup de cadres, avec donc des salaires plus élevés...) est que nos engagés, avec leurs petits salaires, n'ont absolument pas les moyens de se loger dans le privé. Nous avons aussi notre part de responsabilité : lorsqu'on a fait la professionnalisation, on a pensé qu'on pourrait loger nos gens. On a donc amélioré nos casernes, fait un plan de logements... Mais les jeunes, souvent, prennent très vite un conjoint. Ils ne peuvent donc plus bénéficier d'un logement par le biais de l'armée. Lorsqu'il est célibataire, le soldat est logé, blanchi, et presque nourri (tarif préférentiel). Mais dès qu'il veut prendre un logement comme vous et moi, vu qu'il est smicard, il ne peut pas se loger correctement. Il n'y a pas à Bordeaux la ressource pour loger de façon correcte nos jeunes engagés et notamment les jeunes couples. A l'autre extrémité du spectre, on a un vieillissement de la population en fin de carrière, avec des chargés de famille qui ont un niveau de vie qu'on pourrait qualifier de satisfaisant, mais qui cherchent des maisons individuelles en location à prix abordables... **Le logement est donc une priorité pour fidéliser sur la région.**

**Marianne LEFORT (coordinatrice) :**

Vos logements initialement prévus pour vos engagés sont-ils du coup partiellement vacants ? Ne pourrait-on pas envisager des partenariats par exemple avec le CROUS, pour loger des étudiants ?

**Monsieur le Général Michel FOU BRIAT (caserne Xaintrailles) :**

Oui et non... Oui, mais comment voulez-vous que je les mette à disposition ? En même temps, vous avez raison, et je vais aller un petit peu plus loin... On pourrait effectivement les mettre à la disposition d'étudiants, à commencer par les enfants de nos actifs... Nous avons une mobilité plus importante que dans le civil, et effectivement, les familles ont tendance à avoir des enfants éparpillés dans la France entière. On se pose donc la question de pouvoir les héberger dans nos chambres (de type universitaire). C'est une piste à l'étude, mais on commencera par le faire pour les enfants de nos ressortissants...

**Monsieur Jean-Claude SIMON (Bassens) :**

La gendarmerie loge ses gendarmes en couple dans ses casernes. Comment se fait-il que vous n'ayez pas comme eux prévu des logements autres que des studios ?

**Monsieur le Général Michel FOU BRIAT (caserne Xaintrailles) :**

Les gendarmes sont logés par nécessité absolue de service (NAS). La disponibilité du gendarme doit être totale. Chez nous, le concept est différent. On n'appelle pas à 3h00 du matin en urgence notre personnel qui n'est pas de service...

**Monsieur Marc KLEINHENTZ (Villenave d'Ornon) :**

Et en terme d'impact d'une défense européenne sur la place de Bordeaux en matière de Défense ?

**Monsieur le Général Michel FOUURIAT (caserne Xaintrailles) :**

Une Agence Européenne de la Défense a été créée pour développer les capacités et les futurs systèmes d'équipement et d'armement de la défense européenne. C'est une réalité. Il se trouve que l'Aquitaine s'est positionnée pour avoir une antenne de cette agence, faisant valoir ses atouts : présence significative de la défense dans cette région, présence de grandes entreprises à haute valeur ajoutée avec la route des lasers qui se met en place, filière aéronautique et spatiale de pointe avec Dassault, Thalès..., développement des nouvelles technologies...

**Monsieur Robert GHILARDI DE BENEDETTI (BRA) :**

Je peux peut-être intervenir : j'ai assuré le secrétariat du groupe qui a porté la candidature. L'agglomération a candidaté pour accueillir sur son territoire une tête de programme de défense. L'objectif est donc effectivement aujourd'hui de démontrer à l'agence européenne qu'elle ne pourra pas se passer d'avoir des effectifs basés dans les bassins industriels. Et des bassins industriels de défense en Europe, il y en a 3 ou 4. L'Aquitaine est l'une des rares régions en Europe où l'on peut faire des essais complexes en matière militaire dans des conditions tout à fait satisfaisantes. Il n'y a pas un avion militaire qui ne soit au moins partiellement construit en Aquitaine.

Ce dossier a été monté en partenariat avec la Mairie de Bordeaux, la CUB, le Conseil Général, le Conseil Régional, l'Etat, et l'armée (avec les deux patrons des deux régions). Ça, c'est pour la partie publique. Il y a une association qui s'appelle Bordeaux Aquitaine Aéronautique et Spatial, qui regroupe tous les grands opérateurs industriels de la défense, aussi bien les établissements de la DGA que des établissements comme Dassault, SOGERMA... Enfin, vous avez la Chambre de Commerce, et l'agence de développement (le BRA) qui assure le secrétariat de ce groupe (rédaction des dossiers, mise en forme, évolution...).

Aujourd'hui, le dossier est en examen au Ministère de la Défense, et nous sommes en phase de négociation avec le Cabinet de Madame ALLIOT-MARIE : il n'est évidemment pas question, quand on va se positionner sur un programme de défense, de ne pas être en totale complicité avec le ministère qui finance ces programmes... Ensuite, il y a toute une action de lobbying vis-à-vis de Bruxelles qui devra être montée. Cela supposera bien sûr une entente sacrée de tous les acteurs locaux pour aller défendre ce dossier auprès de Bruxelles.

**Monsieur Marc KLEINHENTZ (Villenave d'Ornon) :**

Un dossier de candidature pour un pôle de compétitivité aéronautique entre Bordeaux et Toulouse a été monté. L'armée a-t-elle participé ?

**Monsieur Robert GHILARDI DE BENEDETTI (BRA) :**

Il est évident que ce sont globalement les mêmes personnes qui ont monté les deux dossiers... L'association BAAS a été plus qu'impliquée dans le montage du dossier « pôle de compétitivité » qui concerne Aquitaine et Midi-Pyrénées... Le patron de Thalès est le porteur du dossier... Chacun des dossiers fait référence à l'autre. En revanche, l'un est spécifiquement défense, et l'autre est un dossier industriel, qui reprend tout ce qui est aéronautique civile...

***– Fin de la phase 1 de la séance –***